COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 11 JUILLET 1981 — N° 123 — PRIX : ANTILLES 2 F FRANCE 3 F

Editorial

La décentralisation : des miettes à quelques notables.

Suite p.4

Les socialistes avaient commencé a élaborer leur projet de décentralisation quand ils étaient dans l'opposition. Par la suite, le projet « droit et liberté pour les communes » s'est révélé être en recul par rapport au programme commun, le programme de gouvernement socialo-communiste de 1974 où bon an,mal an était reconnu le droit à l'autodétermination des « départements d'outre mer ».

Ce recul par rapport aux positions affirmées dans le programme commun qu'on ne pouvait pourtant pas qualifier de particulièrement radicales, s'est opéré en fait sous la pression des organisations de droite antillaises qui ont choisi comme thème d'intervention pendant plusieurs années celui du « largage des Antilles » vers l'indépendance au cas où les socialistes parviendraient au pouvoir.

Plus tard, les socialistes français ont eu encore à changer de formule en parlant de « décentralisation spécifique ».

Après les élections présidentielles, le vieux thème de la « spécificité », fut jeté aux orties, les Antilles devant simplement entrer dans le cadre de la loi sur la décentralisation des régions et des départements qui sera appliquée dans toute la France...

En fait les socialistes français aujourd'hui au pouvoir semblent vraiment plus sensibles aux propos de la droite qu'à l'existence d'un fort courant autonomiste et indépendantiste,et qu'à ce que peut signifier l'apparition aux Antilles et à la Guyane de groupes pronant l'action armée et la pratiquant. Le Parti socialiste ne tient pas compte non plus de l'élan de sympathie qui s'est manifesté autour des membres du GLA arrêtés et emprisonnés, et qui fut révélateur de l'état d'esprit d'une fraction de la population. Ils sont bien plus sensibles aux propos d'un Sablé, d'un Petit et à ceux des élus de droite et des conservateurs qu'à ceux des anti-colonialistes, et de tous ceux qui contestent la présence coloniale française dans nos pays.

Les socialistes français ne sont donc pas comme on le voit dans le camp de ceux qui aspirent au changement aux Antilles, ce serait plutôt le contraire qui s'affirme aujourd'hui. Et de plus, leur complaisance à l'égard de ce que dit et fait la droite départementaliste locale est en fait une complaisance à l'égard de la minorité du pays car les départementalistes antillais sont minoritaires, y compris aux élections. Car si l'on ajoute aux voix qui se sont

LE GLA À UN TOURNANT



Photo Geber

De gauche à droite : Guy Jean-Baptiste, Alain Gamby, Luc Reinette, Renée Elise, Jean- Claude Mado.

Les militants du GLA et ceux présumés être du GLA ont été libérés. Meetings, manifestations, graffitis, prises de parole et diffusions de tracts de toutes les organisations avaient montré de façon claire au pouvoir que les guadeloupéens n'entendaient pas se désolidariser des fils du peuple qui s'étaient engagés dans une lutte contre le colonialisme.

Le GLA était donc apparu au public comme une organisation anti-colonialiste au même titre que d'autres et non des « bandits » ou des « assassins » comme voulut le faire croire l'ancien gouvernement.

Aujourd'hui cette organisation - le GLA - se trouve devant un tournant. La venue d'un président de gauche en France et le renouveau de la gauche en Guadeloupe donnent apparemment un nouveau sursis au colonialisme. Ce sursis durera-t-il longtemps ou au contraire après une période d'hésitations va-t-on voir remonter la tension en Guadeloupe comme au cours des années 80 et 81 ?

De la réponse à ces questions dépend la tactique des organisations politiques anti-colonialistes et parmi elles celle du GLA.

Après avoir été mise sur la sellette, cette organisation bénéficie évidemment d'une certaine notoriété qu'elle peut mettre à profit pour apparaître publiquement. D'autant que les conditions politiques du moment permettent la conduite d'une discussion politique ouverte devant les masses et la préparation active aux luttes à venir. La période favorise les contacts avec les travailleurs et une activité qui permettent de nouer les liens avec eux.

Le GLA comprendra-t-il la nécessité d'une telle politique. Nous n'en savons rien. Mais nous sommes certains que des militants qui se donnent sincèrement comme but la libération des masses du joug colonial et de l'oppression doivent se poser le problème de nouer des liens avec les travailleurs.

Quel que soit l'état de conscience de c travailleurs, il ne peut y avoir de changeme réel sans leur participation consciente directe à la lutte d'émancipation nationale

Une telle émancipation, pour être réel doit s'appuyer sur une lutte où les trava leurs et toutes les couches pauvres de population fournissent non seulement l troupes mais aussi les responsables qui di gent la lutte.

Ce n'est qu'à cette condition que la lut quelle que soit, à un moment donné, forme, pourra déboucher sur une transform tion profonde et radicale de la situation Guadeloupe.

C'est le seul moyen d'éviter que ce soie les gens aisés, les bourgeois ou peti bourgeois cultivés et aisés qui fassent de victoire du peuple leur seule victoire en pr nant pour eux-mêmes le pouvoir.

Il n'est pas vain de se poser maintena ces questions. Car elles conditionnent déroulement futur de la lutte.

Pour que des pauvres participent à la lut et s''y donnent jusqu'au bout, pour que d jeunes s'y engagent, ils doivent avoir aut chose au bout qu'un simple changement drapeau.

Ces questions sont importantes. Et po tout révolutionnaire, il est nécessaire d répondre avec clarté.

Quelle classe ira demain au pouvoir ?

Qui représente aujourd'hui tel, intérêt classe ou tel autre ? Comment nouer des lie avec les classes pauvres après avoir compr la nécessité de le faire. Nécessité qui est to aussi fondamentale que se préparer à répo dre à la violence inévitable du colonialism

Que la lutte directe contre le pouvoir co nial soit l'affaire des masses et soit condui par elles, suppose qu'aujourd'hui cette pr paration à la lutte se déroule au sein des ma ses cela suppose que les objectifs et l moyens de cette lutte y sont discutées et q les conséquences pratiques y sont envis gées.

Suite page 4

CESAIRE FUSTIGE LES SCEPTIQUES ET LES OPPOSANTS AU MORATOIRE.

De façon inattendue, Césaire fit un discours politique juste avant le départ du Vidé fêtant sa victoire aux élections législatives.

Le caractère de ce discours est d'être surtout une critique publique de ceux qui auraient au sein du PPM des doutes sur la ligne du moratoire. On sait que Césaire après la victoire de Mitterrand et des socialistes en France a décrété ce qu'il a appelé « un moratoire », une suspension, de la revendication nationale (autonomiste ou indépendantiste). il explique que le peuple martiniquais n'étant pas prêt à assurer sa propre responsabilité, parce qu'il est malade, doit d'abord être remis sur pied et pansé pour ensuite continuer la route.

L'hypothèse qui permet un tel raisonnement - le point de départ d'un tel geste politique - c'est l'assurance où est Césaire que le nouveau gouvernement va dialoguer et entendre au moins le PPM sur ce qu'il est important de changer aux Antilles.

Césaire estime que le peuple partage son opinion ou alors qu'il a bien écouté ce qui s'exprimait dans ce peuple. Il écrit donc - point de départ contre ceux qui doutent dans et hors PPM- :

« Le peuple a pris conscience de la juste dimension de l'évènement et compris qu'avec le 24 juin venant après le 10 mai qu'une révolution tranquille s'était opérée, Une révolution légale dont la profondeur est insoupçonnable et qui un jour peut être dans l'histoire s'appellera la grande mutation. Une porte est fermée, celle du passé, une porte s'est ouverte c'est celle de l'avenir.

Alors apparemment tous les membres PPM ne sont pas très convaincus du cara tère de « révolution tranquille » ou pas de venue au pouvoir de Mitterrand et du PS France. Il y a donc des désaccords ou moins des doutes. Et Césaire condam publiquement ceux qui ne veulent pas co prendre ou entendre ce qu'il propose.

Il condamne à la fois ceux qui à l'extérie critiquent son « moratoire », mais surtout se retourne vers l'intérieur du PPM et fu tige alors durement les siens.

Il faut dire que la forme que prend une te critique et l'absence réelle de débats sur c problèmes au sein du PPM est caractéris que du fonctionnement de ce parti. Car Césaire a pu s'adresser à des milliers de pe

Suite page 4

DES CHÔMEURS DÉCIDÉS À LUTTER POUR AVOIR DU TRAVAIL !

Le comité de lutte des chômeurs de la santé, créé il y a environ deux mois, est désormais une réalité.

Suite à des appels, des communiqués lancés aux radios et par l'intermédiaire des journaux, près de 300 hommes, femmes sont venus s'inscrire dans des permanences du comité.

Une première assemblée générale a eu lieu le 19 mai et les 150 présents ont élu un bureau de 50 personnes pour préparer les actions à entreprendre pour exiger du travail en Martinique.

Depuis cette première assemblée générale, les chômeurs ne sont pas restés inactifs. Ils se sont réunis à plusieurs reprises et ont décidé ensemble des actions à mener. Et chaque fois il s'est trouvé un bon groupe parmi eux pour participer aux actions qu'ils avaient décidées.

Ainsi, des milliers de tracts de sensibilisation ont été diffusés dans les rues de Fort-de-France et tout particulièrement devant l'ANPE, le bureau des ASSEDIC ; des affiches ont été collées sur les murs. Ils ont fait une apparition remarquée dans la cour de la mairie de Fort-de-France lors du passage de Emmanueli le nouveau secrétaire d'état aux DOM-TOM.

Ce jour là, alors que les représentants de plusieurs organisations fêtaient l'arrivée d'un secrétaire d'état aux DOM-TOM socialiste, ils sont venus avec leur banderole, pour dire que les beaux discours ne leur suffiraient pas et qu'ils exigeaient du travail.

Quelques jours plus tard fut décidé une action en direction de l'hôpital Civil. Une cinquantaine de chômeurs ont défilé aux abords de l'hôpital et demandé une entrevue avec la direction.

Un autre jour, ils décidèrent de faire un SIT-IN dans les rues de Fort-de-France. Là aussi, il s'est trouvé une cinquantaine d'hommes et defemmes, mais décidés à exiger du travail, qui sont venus, ont bloqué la circulation un moment, puis ont manifesté dans les rues en distribuant des tracts et faisant des prises de paroles pour expliquer leur action. Et ils avaient l'air décidés, ces hommes, ces femmes, souvent des travailleurs d'âge mur. Ils étaient, pour certains transformés en homme-sandwich avec des pancartes devant et derrière eux et se montraient déterminés.

Depuis une semaine ils ont décidé de contacter les chômeurs et les travailleurs des communes, et chaque week-end un bon groupe d'entre eux se retrouvent « en caravane » pour aller expliquer leurs actions et entraîner d'autres chômeurs à les rejoindre. Dans les communes, ils distribuent des tracts et projettent un film fait par eux-mêmes sur le chômage.

Actuellement, ils sont près de 500 à s'être inscrits au comité de lutte. Ils ont montré qu'ils sont déterminés en participant nombreux aux assemblées générales et aussi aux actions décidées.

Mais pour obliger ceux qui ont le pouvoir, ceux qui décident de tout dans les grandes administrations, à créer des emplois, ils veulent entraîner avec eux encore bien plus de chômeurs. Et être des milliers à faire savoir qu'il n'est pas tolérable de vivre sans travail alors qu'il y a tant à faire pour améliorer les conditions de vie de toute la population.

APPEL AUX CHÔMEURS

Mobilisons-nous Pour Exiger du Travail

25% de la population active est au chômage.

Nous représentons une force qui n'aura de véritable efficacité que dans l'union.

C'est pourquoi, nous devons nous mobiliser.

Le Comité de Lutte des Chômeurs de la Santé appelle donc tous les sans travail de tous les secteurs à se regrouper autour de lui pour faire entendre leur voix et dire qu'ils en ont assez d'être tenus à l'écart de toute activité.

CHOMEUR RESSAISIS TOI ET REJOINS LE COMITÉ !

ENSEMBLE NOUS NOUS BATTRONS ET NOUS VAINCRONS !

Contacte-nous à la permanence qui se tient le lundi et le vendredi de 16 h à 18 h à la Maison des Syndicats.

Laisse nous ton adresse dans la boîte aux lettres du comité qui se situe à l'entrée de la Maison des Syndicats.

DOMINIQUE

LES ASSASSINS DIRIGÉS PAR V. CHARLES À L'OEUVRE



Il y a une dizaine de jours, à Grand-Anse Dominique, lors d'un contrôle opéré par quelques policiers autour d'une voiture de transport en commun, des jeunes firent des réflexions sur le comportement de ces même agents, leur reprochant de multiplier les contrôles sans raisons si ce n'est pour se donner de l'importance et tracasser les jeunes. L'un d'eux fut un peu plus moqueur et vindicatif que les autres. Cela lui valut de recevoir une balle dans la tête, à bout portant, tirée par l'un des policiers.

Actuellement ce jeune est à l'hôpital de Roseau dans le coma. Pour donner le change, le gouvernement embarassé à fait appel à un chirurgien de Trinidad pour retirer la balle. Ce qui fut fait, sans pour autant que le jeune Dominicain sorte d'un coma profond.

Cet événement révèle crûment le climat qui règne en Dominique en ce moment. Depuis plusieurs mois, les policiers, sous prétexte de lutte anti-terroriste après l'enlèvement de Ted Honeychurch par des rastas s'en prennent systématiquement aux jeunes. Contrôles, perquisitions, garde-à-vues et souvent assassinats purs et simples sont le lot que connaissent les jeunes Dominicains. Il n'y a pas si longtemps toujours sous prétexte de lutte anti-terroriste les policiers abattaient plusieurs jeunes rastas.

La tentative ou la soi-disant tentative de renversement du régime par un groupe de mercenaires américains et canadiens payés par Patrick John (version du pouvoir) donna des ailes à Virginia Charles, le premier ministre de l'île, pour réprimer sans retenue, sous le couvert de « l'état d'urgence » qui vient d'être prorogé.

L'appel de V. Charles à une des forces armées conjuguée des pays « amis » a d'ailleurs été entendu par plusieurs pays impérialistes. Les USA font régulièrement croiser au large de l'île des bâtiments de guerre et la France a envoyé des troupes stationner dans le pays. De plus, la police de la Guadeloupe vient d'être sollicitée pour prêter main forte à la police dominicaine dans ses besognes répressives.

Voilà donc le rôle joué par le pouvoir colonial français depuis plusieurs mois en Dominique protéger les intérêts du gouvernement de Virginia Charles, elle-même d'ailleurs banquière, propriétaire terrienne et capitaliste du commerce.

En attendant, enhardis par une telle solicitude, une telle compréhensioon du gouvernement français, de ses troupes et de sa police, les policiers dominicains se croient tout permis et multiplient les scènes de western dans les rues. Nos cow-boys justiciers s'avèrent être en fait des hommes particulièrement dangereux dont il faut mettre fin aux agissements. Beaucoup de jeunes Dominicains se disent prêts à le faire eux-mêmes si le gouvernement ne freine pas l'élan de ces hommes à la gâchette facile mais particulièrement facile contre les jeunes, contre les pauvres.

Les travailleurs guadeloupéens et martiniquais ne peuvent laisser le pouvoir colonial français soutenir sans rien dire un tel régime et lui fournir armes et soutien militaire et policier. Ce pouvoir colonial français est le même qui ici envoie ses CRS et ses képis rouges lors des grèves et des mouvements de revendications, c'est le même qui a enchaîné et expédié dans ses avions militaires les militants anti-colonialistes présumés membres du GLA. Lui laisser les mains libres en Dominique c'est aussi lui laisser les mains libres ici.

Les travailleurs antillais se doivent de protester et d'exiger immédiatement le retrait des troupes françaises de la Dominique. Ils doivent exiger que la police de la Guadeloupe ne fournisse aucune aide quelle qu'elle soit aux policiers sanglants de la Dominique.

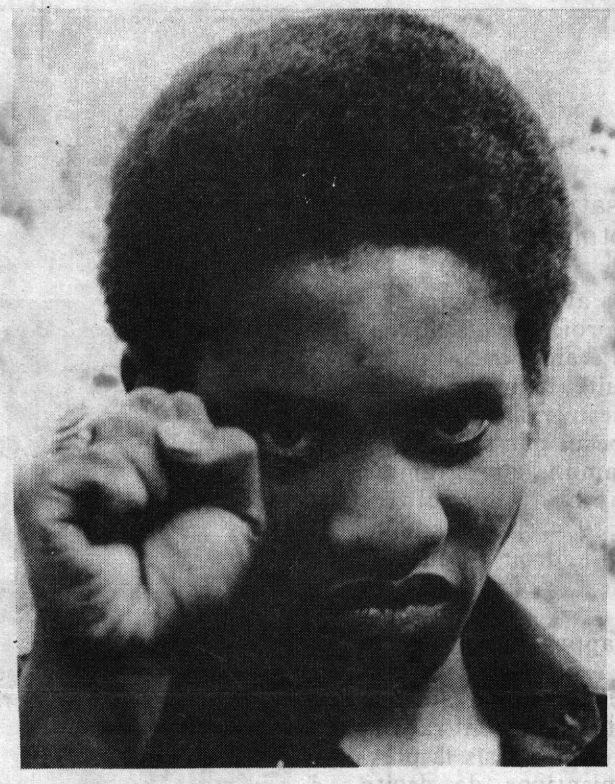
Ils doivent exprimer leur entière solidarité envers les travailleurs et la jeunesse dominicaine victimes de la répression d'une dictature qui montre de plus en plus les dents.

Bas les pattes sur la jeunesse et les travailleurs dominicains !

A bas la répression !

Troupes françaises hors de la Dominique !

EXPLOSION DE COLÈRE EN ANGLETERRE



Durant le dernier week-end en Angleterre, des scènes d'émeute particulièrement importantes se sont déroulées à Londres et Liverpool.

A Londres, dans le quartier de Southall, l'émeute eut un caractère racial après que des jeunes au crâne rasé, les *skinheads* se soient attaqué à des groupes de Pakistanais, de Noirs et d'Hindous. Ces jeunes utilisés par les organisations d'extrême-droite de type fasciste ont pour habitude de provoquer les immigrés de couleur dans les quartiers populaires. La riposte des immigrés fut immédiate. Ils s'en prirent aux policiers dont l'attitude généralement raciste les excède particulièrement ; des incendies furent allumés et des magasins brûlés et pillés. Après ces violents affrontements on compte aujourd'hui plusieurs centaines de blessés en particulier parmi la police (250) et des dizaines de garde-à-vues et d'arrestations parmi les manifestants.

A Liverpool, les affrontements ont été provoqués par l'arrestation d'une jeune fille noire à laquelle se sont opposés d'autres jeunes. Et là, ce sont non seulement des Noirs et autres immigrés qui se sont révoltés mais aussi des Blancs, des Anglais eux-mêmes et autant d'adultes que de jeunes. Incendies, pillages de magasins, barricades se sont succédés tout au long du week-end. Tous les commentateurs ont souligné la violence qui s'est exprimée chez les manifestants tant immigrés que Blancs anglais.

Ces émeutes sont le signe d'une aggravation de la situation économique et sociale provoquée par la crise en Angleterre et c'est cette situation qui alimente et exacerbe les contradictions raciales. La Grande-Bretagne compte aujourd'hui deux millions et demi de chômeurs et, toute proportion gardée, ce sont les Antillais, Hindous, Pakistanais qui comptent le plus de chômeurs. Les bas salaires, la baisse du niveau de vie touchent un volet de plus en plus large de gens. Dans ce volet, les immigrés sont souvent les premiers et les plus durement touchés.

Liverpool est d'ailleurs un symbole bien vivant de la crise qui touche l'Angleterre ; dans cette grande cité industrielle de 1 million 400 000 habitants, des dizaines d'entreprises ont fermé leurs portes et près de 17 % de la population active est au chômage pour une moyenne nationale de 11,6 %.

Il n'est donc pas étonnant qu'aux émeutes de caractère racial opposant immigrés de couleur plus défavorisés par la crise aux policiers et aux jeunes manipulés par les groupes fascistes s'ajoutent maintenant des émeutes où se mêlent Blancs et Noirs, ouvriers malheureux qui en ont assez de faire les frais de la crise et qui laissent exploser leur colère.

Est-ce là le signe d'un mécontentement général plus profond et plus large qui continuera de se manifester dans les jours et les mois qui viennent en Angleterre ? Contre le chômage, la crise ? Il est trop tôt encore pour l'affirmer. Mais ce qui est sûr c'est que les émeutes sont un des effets de la crise que refusent d'accepter sous une forme de révolte spontanée et brutale plusieurs milliers de travailleurs, de chômeurs et de petites gens.

Et cela, l'extrême-droite le sent bien qui utilise des groupes armés comme les « skinheads » pour intervenir contre les immigrés et peut-être aussi contre les travaileurs blancs eux-mêmes par la suite. Enoch Powell, le leader de l'extrême-droite anglaise, raciste et fascisant, a menacé le gouvernement que si sa politique d'émigration se poursuivait, les derniers événements de Brixton qui avaient opposé il y a deux mois Noirs immigrés et policiers ne seraient rien à côté de ce qui se passerait dans l'avenir. Cela signifie que ce même Enoch Powell s'apprête avec les groupes d'extrême-droite qu'il influence à attiser la haine raciale et provoquer des actions punitives contre les immigrés ? C'est probable et ce serait un signe. Le signe que en fonction de la profondeur de la crise, l'extrême-droite représentant les intérêts des gros bourgeois anglais peut tenter de se placer en meilleure posture sur la scène politique.

Pour la classe ouvrière anglaise toute entière, immigrée et blanche, c'est aussi le signe qu'elle a intérêt à être vigilante à l'égard de cette extrême-droite qui ne manquerait pas de se tourner contre ses organisations de lutte après s'en être pris aux Noirs et aux Pakistanais.

Mais le fait que population de couleur et population blanche se soient retrouvées ensemble dans la rue contre la police et pour exprimer leur colère montre que bien des défavorisés et des petites gens ne sont pas prêts à se laisser faire sans rien dire. Le problème sera de savoir si dans un avenir proche les partis et organisations de la classe ouvrière pourront leur offrir des perspectives claires et les aider à touver le chemin qui peut emmener l'ensemble des exploités à refuser dans les faits et dans l'action de payer la politique raciste de la bourgeoisie anglaise et celle qui va dans le sens de faire payer la crise aux travailleurs et à toutes les petites gens.

AIR-GUADELOUPE EN CRISE

La société d'économie mixte *Air-Guadeloupe* connaît en ce moment de graves difficultés financières.

Le bilan officiel de l'année 1980 se traduit par un déficit de 2,2 millions de francs.

Dans une lettre adressée récemment au personnel, le Président Directeur-général l'informait que loin de s'améliorer, la situation en 1981 serait également en déficit et pourrait de ce fait conduire la société à des modifications importantes de ses activités et de ses structures.

Les raisons avancées par la direction d'Air-Guadeloupe et par les représentants du personnel divergent. Pour ces derniers, la cause essentielle de cette situation financière catastrophique réside dans les contrats (technique, commercial et administratif) qui lient Air-Guadeloupe à Air-France.

Ainsi la compagnie Air-France, pour pallier à son déficit sur certaines lignes inter-Caraïbes, n'a pas hésité à les confier à Air-Guadeloupe. En ce qui concerne l'entretien et la maintenance des avions de la compagnie locale, c'est le service technique d'Air-France qui les assure mais, paraît-il, aux prix les plus forts. Quant aux affrètements des avions par Air-France, ils ne rapporteraient pas grand chose à Air-Guadeloupe si ce n'est bien souvent des résultats négatifs.

En clair les difficultés actuelles d'Air-Guadeloupe lui sont principalement créées par la compagnie nationale française Air-France. Et la société d'économie mixte Air-Guadeloupe risque de connaître exactement le même sort que la Société antillaise de transport (SAT), le même sort qu'Air-Martinique, c'est à dire la disparition à plus ou moins long terme. La disparition de certaines entreprises capitalistes locales, qu'elles soient du reste privées ou sous la forme de sociétés d'économie mixte, a une signification précise et ne relève pas du hasard. C'est que le grand capitalisme oppose un barrage systématique à tout développement du capitalisme local. Les grandes sociétés capitalistes, comme par exemple Air-France, ne tolèrent pas l'irruption de nouvelles entreprises locales sur les marchés qu'elles contrôlent déjà en grande partie. Les seules entreprises que le grand capital tolère jusqu'à présent, ce sont essentiellement celles qui assurent la distribution de produits fabriqués à l'extérieur et revendus en Guadeloupe ou en Martinique. Des exemples ne manquent pas pour illustrer comment le grand capital français ou d'autres nationalités coule systématiquement les petites entreprises capitalistes locales. Nous avons déjà cité la SAT et Air-Martinique, mais il y a aussi les cas bien connus de la sucrerie Lareinty en Martinique et de la Banque antillaise en Guadeloupe. Dans le cas de l'usine Lareinty, les grands capitalistes du rhum et du sucre ont froidement décidé qu'il fallait arrêter toute production de sucre en Martinique, ils ont donc coulé le Lareinty. En ce qui concerne la Banque antillaise, elle a sans autre forme de procès été absorbée par la Banque française commerciale. Voilà quel sort est réservé au capitalisme local. C'est soit dit en passant la preuve que tout développement national de type capitaliste est impossible en Martinique et en Guadeloupe.

Mais en attendant, dans tous ces cas de fermeture et de disparition d'entreprises, ce sont généralement les travailleurs qui paient les conséquences. Et aujourd'hui, dans le cas d'Air-Guadeloupe, les plus menacés dans cette affaire sont les seuls employés, qui peuvent d'un jour à l'autre se retrouver sans emploi.

Mais ceux-ci, s'ils en ont la volonté et s'ils s'organisent, peuvent ne pas faire les frais de la disparition d'Air-Guadeloupe. Il leur appartient, comme du reste certains ont commencé à le faire, d'exiger des explications de la part de la direction et de demander l'ouverture des livres de comptes de la société. Ils ont le droit comme ils le disent dans un tract qui a circulé dans l'entreprise, de savoir où passe l'argent qui résulte du travail assidu qu'ils fournissent à la société. Si la preuve est faite que ce sont les conditions imposées par Air-France qui sont à l'origine des difficultés d'Air-Guadeloupe, ils peuvent par leur action et en accord notamment avec les usagers de toute les lignes des différentes dépendances exiger le maintien de la compagnie et surtout que l'administration subventionne une activité qui n'est ni plus ni moins qu'un service public. L'Etat en a les moyens, lui qui n'hésite pas à utiliser largement l'argent des contribuables pour soutenir et subventionner des firmes privées ou encore construire des sous-marins atomiques et autres engins de destruction. La circulation des populations de la Caraïbe n'est pas un luxe, mais bien une nécessité du siècle où nous vivons. Déjà le prix du voyage est pour nombre de familles un véritable frein à tout déplacement entre les îles de la Caraïbe, la suppression d'Air-Guadeloupe ne pourrait qu'aggraver le manque manifeste de contacts et d'échanges entre les différentes populations caribéennes. En engageant la lutte pour le maintien de la société et sa prise en compte par l'Etat comme service public, les employés d'Air-Guadeloupe auront à coup sûr l'appui de toute la population et en particulier celle des habitants des dépendances.

LE MEETING DU 7 JUILLET AU HALL DES SPORTS

Mardi 7 juillet s'est tenu un meeting organisé par les parents et amis des détenus, les organisations, syndicats, associations ayant participé à la lutte pour la libération des militants présumés du GLA emprisonés en France.

Participaient à ce meeting Luc Reinette et les quatre militants présumés du GLA déjà libérés avant lui.

Devant une salle comble de près de 3 000 personnes, les différents organisations prirent la parole. Tous soulignèrent la valeur du soutien apporté et la victoire obtenue par la mobilisation des anti-colonialistes et de la population. Mais l'intervention évidemment la plus attendue ce soir-là était celle de Luc Reinette qui, après Renée Elise fut le deuxième et le dernier intervenant des ex-emprisonnés. Renée Elise avec beaucoup d'émotion avait tenu à dire quelques mots à la salle. Reinette quant à lui intervint plus longuement pour raconter dans un premier temps les conditions de détention qui lui furent imposées et aussi pour présenter les raisons de l'action que les membres du GLA furent conduits à mener.

Tout d'abord, lors de son transfert à Basse-Terre, Reinette fut mis au cachot noir, isolé, et reçut un régime plus sévère que Mado et que celui de ses autres camarades arrêtés par la suite.

Le juge de la Cour de Sûreté de l'Etat, a-t-il raconté, s'est montré particulièrement vexant, méprisant à son égard. Ainsi, le soir de la reconstitution de l'enlèvement de Marie-Christine Ledu auquel d'ailleurs Reinette refusa de se soumettre, une manifestation spontanée avait eu lieu et plusieurs centaines de manifestants criaient des slogans et s'en prenaient aux gendarmes, aux juges coloniaux. Alors le juge de la Cour de Sûreté de l'Etat de dire à Reinette que, lorsqu'il serait en France, il lui paierait cela. Et Reinette de lui répondre : « Nous ne sommes donc pas ici en France, alors ? C'est donc que, à vous entendre parler, nous avons d'autant plus raison de mener notre lutte et les manifestants ont raison de s'en prendre à vous ».

Lors de leur transfert en France, les cinq membres présumés du GLA restèrent enchaînés pendant tout le voyage. Arrivés en France, le juge de la Cour de Sûreté de l'Etat se montra particulièrement méprisant à leur égard, raciste, tentant de les humilier par tous les moyens moraux dont il pouvait disposer.

En prison, les gardiens tenaient des propos injurieux, racistes, les traitant de bougnoules, disant qu'ils payaient des impôts pour ces bougnoules qui, eux-mêmes, sont tous des criminels et des malfaiteurs...

Reinette fut aussi isolé complètement à Fleury-Mérogis, isolé des autres détenus, épié tous les quart-d'heures, avec refus d'obtenir les éléments de toilette élémentaires. C'est ainsi qu'il dût se battre pour obtenir un peigne afro au lieu d'un peigne normal, devant insister et arguer de la spécificité de ses cheveux pour obtenir un peigne afro. Bref, à l'entendre on comprenait aisément que tout était prétexte à ses juges et ses geôliers pour l'humilier et lui « casser » le moral.

Les faits rapportés par Reinette lors du meeting sont aussi ceux qu'ont connu à des degrés divers ses camarades Gamby, Jean-Baptiste, Elise et Mado.

Ils montrent que le peuple antillais est bel et bien un peuple colonisé et que ceux qui se battent contre le pouvoir colonial doivent s'attendre au cours des luttes futures à résister et à vaincre le mépris colonial du complexe militaro-juridico-policier mis en place par le colonialisme pour tenter de briser la volonté de combativité de ceux qui le contestent.

Mais ils montrent aussi que les épreuves subies périodiquement par ceux qui ne se courbent pas devant l'autorité coloniale ne font que renforcer leur combativité et au-delà d'eux celle d'une fraction toujours plus grande de la population.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT DE FRANCE

CENTRE HOSPITALIER
FORT-DE-FRANCE

NON AUX HEURES SUPPLÉMENTAIRES !

Nous ASH du service Pontonnier Pignol faisons des heures supplémentaires en permanence.

En effet, comme nous ne sommes pas assez nombreux, notre horaire est fait de telle sorte que nous ne pouvons pas partir lors de nos coupures. Ainsi, nous laisserons la vaisselle non faite par exemple.

Il y a trop de chômeurs pour que nous fassions des heures supplémentaires.

CENTRE HOSPITALIER
FORT-DE-FRANCE

BRANCARD SANS FREIN... STUPIDITÉ AUSSI

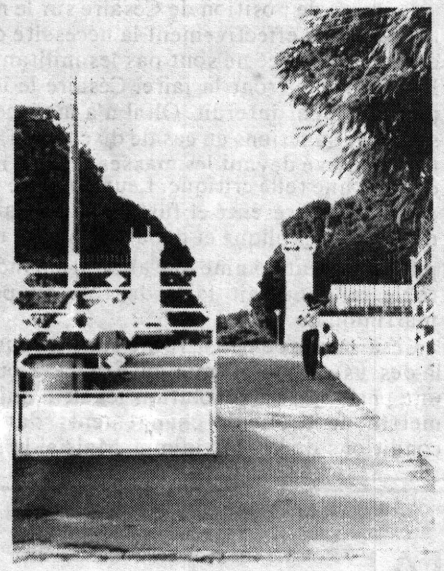
Le service de Radio de Civil avait commandé des brancards.

Qu'elle n'a pas été notre surprise à nous brancardiers, quand nous avons vu arriver des brancards sans frein.

Bravo à ceux qui ont commandé de tels brancards ! Quelle économie !

Nous n'aurons plus qu'à lâcher les brancards au sommet de la côte et les récupérer au service porte. Ce serait une belle économie d'énergie pour nous !

Mais cette idée s'est vite envolée, car les ouvriers de l'atelier ont été contactés par la direction pour mettre un frein à tout cela !



UNE SURVEILLANCE TROP RELAX !

La surveillante a décidé de transférer à la consultation le relax qu'utilisaient les agents.

Résultat, ceux qui sont de garde de nuit comme ceux qui restent lors des coupures, ne peuvent se reposer.

Faire un bon pour en commander un autre est certainement hors des capacités de cette surveillante.

Faudra-t-il que les travailleurs du service aillent réclamer un relax au chef de service ?

GUYANE : LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR CHARLOTTE ! !

L'un des emprisonnés anti-colonialistes Guyanais, Charlotte, demeure toujours en prison malgré des dernières mesures d'élargissement prises par le nouveau gouvernement.

Alors que l'ensemble des prisonniers politiques corses, bretons, basques et guadeloupéens ont été libérés, il n'y a vraiment aucune raison pour que Charlotte soit encore maintenant dans les geôles du colonialisme français.

Le gouvernement Mitterrand semble décidé à ne reprendre à son compte le passif répressif de l'ancien gouvernement. Mais alors il lui appartient de libérer tous les prisonniers politiques sans exception.

Charlotte tout comme les détenus présumés du GLA refuse la domination coloniale de l'impérialisme français sur les soi-disant départements français que sont la Guyane, la Martinique et la Guadeloupe. C'est son droit de dire et de penser que la Guyane est une colonie et que les Guyanais doivent se battre et s'organiser pour diriger eux-mêmes leur pays.

Le maintenir toujours en prison est tout simplement scandaleux et inadmissible.

Il faut donc exiger la liberté immédiate de Charlotte.

Radios-libres, Radios-libres

RADIO-BIS ÉMET SUR 96 Mhz EN FM

Depuis quelques jours une nouvelle radio émet sur 96 m en FM (modulation de fréquence) en Guadeloupe. Et cela a constitué une manière d'évènement dans un pays où le pouvoir met tant de soin depuis toujours à contrôler étroitement les moyens d'information de masse (radio et quotidiens).

RADIO-BIS, c'est son nom, est l'initiative d'un groupe de jeunes guadeloupéens qui disent vouloir donner la parole à tous et qui se donnent sur antenne l'étiquette de « radio des pauvres ».
Ils choisissent de ne pas passer de musique méprisante pour les femmes ou pornographique, selon la tendance à la mode. Ils expriment aussi des sentiments proches de ceux des jeunes noirs contestataires et réclament « la liberté pour les noirs ».

Il proposent à tous les groupes, toutes les tendances et aux membres de la population de venir s'exprimer sur leurs ondes.

Puisque cette invitation a été expressément faite nous pensons que tous ceux, travailleurs, habitants des quartiers populaires qui ont des choses à dire peuvent le faire en s'adressant à cette radio BIS.

LE GLA À UN TOURNANT

SUITE DE LA PAGE 1



Photo Geber

Renée Elise.

Le GLA se posera-t-il tous ces problèmes qu'il disait autrefois ne pas vouloir discuter pour éviter les pertes de temps ? L'expérience prouve qu'il faut prendre le temps de débattre et de discuter tout en agissant.

Préciser et faire évoluer ses points de vue dans le sens de la participation réelle des masses au combat est indispensable pour toute organisation et tous militants qui se réclament du peuple ou des travailleurs.

Refuser de poser ces problèmes en invoquant la non-participation des travailleurs au combat politique est un échapatoire. Il est vrai que la petit-bourgeoisie est plus présente à la tête des organisations politiques y compris celles qui ont une forte base ouvrière.

Mais invoquer l'absence des travailleurs sur le terrain politique, c'est mal poser le problème. Les luttes des travailleurs (ouvriers et paysans) sont réelles. Il faut être de mauvaise foi ou aveugle pour ne pas les voir. On peut même affirmer que la classe ouvrière est la classe qui mène la lutte la plus dure et la plus permanente des luttes dans la société antillaise, et en Guadeloupe notamment.

Grèves, manifestations, occupations d'entreprises, sequestrations de patrons, etc. occupations de terres, barrages routiers se succèdent sans arrêt depuis deux ans en Guadeloupe et en Martinique et on prétend que la classe ouvrière ne lutte pas !

Et si on prend la liste de tous ceux qui, depuis trente ans, sont tombés sous les balles des gendarmes et CRS aux Antilles, on verra qu'il s'agit de travailleurs, ouvriers ou paysans pauvres.

Le problème qui est posé, c'est celui de la rencontre des idées révolutionnaires et des luttes ouvrières et paysannes. C'est le problème que les luttes ouvrières et paysannes se donnent pour but un changement politique : le renversement de la classe dominante, qui est ici la bourgeoisie impérialiste française.

Si les travailleurs s'élèvent à la compréhension politique qui fera d'eux les dirigeants de la lutte contre le pouvoir colonialiste, s'ils mobilisent derrière eux toute la population, ils règleront facilement le problème des rapports avec les autres classes sociales antillaises (bourgeoisie locale et petite-bourgeoisie aisée, notables etc.) de façon non douloureuse et sans violence excessive.

Le problème des intellectuels qui ont une conscience politique, et c'est le problème du GLA, c'est de savoir quelle société ils veulent construire demain. C'est cela qui détermine le type d'organisation, le type de liens que l'on noue avec la population et le type d'actions qu'on veut mener à un moment donné.

Nous avons exprimé nos critiques envers le GLA pendant la première phase de leur action. Pendant la période de répression, nous avons surtout assuré notre solidarité envers eux. Aujourd'hui, nous croyons qu'il est nécessaire de faire la critique publique, mais fraternelle bien sûr, de certains de leurs points de vue.

Une telle critique entre révolutionnaires, faite de façon honnête et fraternelle, ne peut qu'être favorable à l'ensemble du mouvement anti-colonialiste et fera avancer la lutte des travailleurs contre le pouvoir colonialiste et impérialiste aux Antilles.

G.R.

CÉSAIRE FUSTIGE LES SCEPTIQUES

ET LES OPPOSANTS AU MORATOIRE.

SUITE DE LA PAGE 1

sonnes pour expliquer le bien fondé du moratoire, d'autres opinions n'ont pas pu s'exprimer (ne l'ont-ils pas voulu ?). Régis qui passait pour un « dur », après avoir démissionné du poste de conseiller général à grand fracas, s'est tout simplement contenté de rentrer dans le rang et comble de « l'honnêté » c'est lui qui fouette les révolutionnaires qu'il juge incohérents, qui ne vont pas jusqu'au bout de leur engagement etc... Pauvre Régis !

Lui a parlé avant Césaire pour dire que tout était bien, que rien n'était perdu, ni bradé. Il est la caution, la preuve que le PPM ne dévie pas de sa ligne ! Les militants sincèrement anti-colonialistes (autonomistes ou indépendantistes) qui sont inquiets n'ont plus qu'à se taire. On leur a délégué Régis - on leur a même fabriqué un Régis - pour parler à leur place !

Mais Césaire s'inquiète réellement des doutes de ses militants. il s'écrie :

« que ma pensée soit mal comprise à droite et à gauche cela ne me surprend guère. Mais qu'elle soit malentendue au sein même du PPM m'inquiète davantage ».

Et là Césaire utilise les vieilles ficelles de la politique stalinienne qu'il connait pour avoir été lui-même plus de dix ans dans un tel parti. Il retourne contre les militants qui doutent ou ne sont pas d'accord l'accusation d'assimilationnisme : Il poursuit...*« surtout si je suis amené à me demander si en faisant dans ce domaine un procès d'intention au nom du nationalisme martiniquais ombrageux, on ne tombe pas tout simplement dans un travers assimilationiste. Je veux dire dans des habitudes de pensée bien françaises »*

Suit alors une explication assez alambiquée sur la différence entre Etat et Nation et sur la possibilité d'un état-multinational que Césaire présente comme une innovation ou une découverte de quelque chose d'inconnu en France.

Les militants qui l'accuseraient de « déviation » sont purement et simplement accusés eux de *« tomber dans le dogmatisme, dans le purisme doctrinal, dans le verbalisme révolutionnaire ou de se laiser impressionner par le petit terrorisme intellectuel de quelques Ayatollah improvisé d'autant moins crédibles qu'on les surprend(et là Césaire passe carrément à l'injure et à la calomnie- NDLR) trop*



césaire



a régis

souvent à apporter d'un cœur léger leur collaboration ou passive ou active à la droite martiniquaise, c'est à dire aux pires ennemis du peuple martiniquais ».

Césaire a alors beau jeu de reprocher à ces militants de ne pas aller aux masses. Ce qui veut dire en clair :« vous n'avez pas droit à la parole parce que vous ne connaissez rien aux masses » Et Césaire les y envoie :*« il faut profiter pour sortir du bureau, pour sortir du salon. pour sortir du boudoir, pour aller aux masses pour rétablir le contact avec les masses pour se mettre à l'écoute des masses et pour engager avec les masses le salutaire, que dis-je, l'indispensable dialogue. »*

Ayant classé les contradicteurs, ceux qui ne suivent pas sans rechigner, parmi des intellectuels sans liens avec les masses, il dira ensuite qu'entre les*« docteurs de la loi, les fanatiques de l'idée[....]*

[et les hommes tout terrain[..]», il choisit [« résolument d'être parmi les seconds »...]

Au travers du discours de Césaire - et c'est la seule source- on apprend donc l'existence de désaccords au sein du PPM sur la ligne du moratoire. Mais en même temps se pose le problème de la façon dont ces désaccords sont discutés et présentés au public, au peuple dont le PPM se réclame. Celui-ci n'est pas prêt à permettre un réel dialogue, un réel débat en son sein et vis à vis de l'extérieur sur le problème de l'avenir de la Martinique. Les condamnations de Césaire sont claires. Ceux qui remettent en questions sont des « intégristes de la voix » et sont donc condamnés avant d'avoir parlé !

Les rapports entre les militants du PPM et leur direction, les conceptions de la démocratie et du débat politique qui sont celles du PPM ne sont pas démocratiques. Et c'est vrai aussi bien en son sein que dans l'Etat qu'il pourrait construire. Le PPM refusera l'existence et l'expression réelle des tendances et des différences d'opinion.

La prise de position de Césaire sur le moratoire appelle effectivement la nécessité d'une critique. Mais ce ne sont pas les militants du PPM qui pourront la faire. Césaire le leur a publiquement interdit. Oh il n'a menacé personne de sanctions en cas de discussion, mais leur a enlevé devant les masses le droit moral de faire une telle critique. Leur point de vue a été à la fois présenté et fustigé par Césaire. Il n'a pas été expliqué et débattu. Il a été rejeté publiquement comme une aberration indiscutable qui pourrait faire du tort au peuple martiniquais.

Césaire par contre affirme sans discussion là-dessus que le 10 mai en France a ouvert une période de « révolution légale » qui permettra de profonds changements dans les conditions de la Martinique. Mais si le point de départ de Césaire est faux, si la victoire de Mitterrand n'était qu'un simple changement sans grande conséquence à la tête de l'état français ? Un changement de président, ni un changement de gouvernement ne changent pas un Etat national ou multinational. L'Etat français est celui de la bourgeoisie impérialiste française. C'est clair. Aurait-il changé avec la présidence de Mitterrand ? Césaire n'apporte à ses affirmations aucune preuve. Il affirme, de façon répétée certes, mais sans aucune argumentation, sans s'appuyer sur le moindre fait réel, que le changement de président c'est l'ouverture de « la porte de l'avenir ».

Il condamne ceux qui en doutent, mais il ne cherche même pas à les convaincre. Son principal atout, c'est en fin de compte de dire « faites-moi confiance ». Et lui, fait confiance à Mitterrand !

Il est de la plus haute nécessité qu'un peuple discute les options qu'on lui propose. Et il est vital que ceux qui, dans les organisations et les partis, se dévouent à la cause de ce peuple, analysent avec sérieux et acharnement ce vers quoi conduit chaque position prise. Il ne s'agit là de « cas de conscience hamlétique » et de « réquisition talmudique » Les militants et les travailleurs ont le droit et le devoir de se livrer à une telle critique et cela publiquement.

Les militants du PPM passeront-ils outre les condamnations et la réprobation publiques de Césaire pour défendre leur point de vue ? En tout cas, ceux qui ne sont pas membres du PPM n'ont aucune raison de ne pas le faire. Car c'est dans la discussion des points de vue que les travailleurs peuvent trouver une voie politique juste.

Georges Ramassamy

ATTENTION !
Le journal ne paraîtra pas le lundi 18 Juillet -- c'est ce numéro paru le samedi 11 qui sera en vente jusqu'au vendredi 24.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

exprimées à gauche, la grande masse des abstentions, on s'aperçoit que ceux qui ont voté à droite sont effectivement minoritaires dans le pays, sans compter toutes les voix de travailleurs antillais immigrés en France dont on ne sait pas dans quel sens elles font pencher la balance.

Alors la montagne, il est vrai pas bien grosse, des socialistes du temps de l'opposition aura accouché d'une souris. L'application du projet de décentralisation des régions françaises ne peut apporter grand chose de nouveau dans nos pays. Quelques notables auront un peu plus d'argent qu'avant à gérer et un peu plus voix au chapitre et c'est tout.

Ceux qui font la loi dans le pays : les gros capitalistes, les grosses sociétés anonymes, foncières, les gros négociants, les békés capitalistes et racistes, les blancs possédants et quelques noirs riches, continueront à la faire. Et cette question là ne dépend pas de l'étendue plus ou moins grande, des pouvoir futurs du Conseil Général, elle dépend d'un bouleversement politique et social profond de nature à changer les rapports fondés sur la domination capitaliste et impérialiste.

Un pouvoir de décision politique souverain sera seul une garantie de changement et à condition qu'il soit celui des masses travailleuses et pauvres de nos pays.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728